**ANNEXE X – MANDAT CONFIE PAR L’AMENAGEUR POUR LA PERCEPTION DES RECETTES AU TITRE DE L’EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES DE CHARGE**

**Entre**

1. **[A COMPLETER]**

Ci-après désigné « **l’Aménageur** »

1. **[A COMPLETER]**

Ci-après désigné « **le Mandataire de Gestion** »

1. Objet du mandat

En application des articles L1611-7-1 et D1611-32-9 du Code général des collectivités territoriales, [l’Aménageur / le pouvoir Adjudicateur (cf. termes du Marché)], donne mandat au Mandataire de gestion pour percevoir les recettes tirées de l’exploitation des infrastructures de charge perçues auprès des clients.

On appelle clients : les utilisateurs abonnés aux services proposés par l’Aménageur, les utilisateurs non abonnés, les opérateurs de mobilité dont les abonnés utilisent les bornes de l’Aménageur en itinérance.

Le présent Mandat se rattache au marché [désignation et objet du Marché], ce Marché étant la cause du mandat et ce dernier s’exerçant dans le cadre exclusif du Marché.

Le Mandataire de gestion agira au nom et pour le compte de [l’Aménageur] dans les conditions définies au présent mandat. A ce titre, le Mandataire de gestion est notamment chargé d’appliquer la tarification mise en place par l’Aménageur, selon la politique tarifaire définie par ce dernier.

Le présent mandat, accompagné des projets de documents contractuels, a donné lieu à consultation du comptable public. L’ampliation du présent mandat sera transmise au comptable public dès sa conclusion.

1. Opérations confiées au Mandataire de gestion

Au titre de sa mission et en vertu du mandat qui lui est confié, le Mandataire de gestion est habilité à réaliser les opérations suivantes :

* Facturer aux clients l’accès aux bornes de charge dans les conditions prévues par le Marché [*lien éventuel avec les dispositions relatives à la tarification du service dans le Marché*].
* Collecter auprès des clients, les recettes dues au titre de cet accès.
* Encaisser les recettes versées.
* Rembourser les recettes encaissées à tort.
* Recouvrer les impayés éventuels des clients dans les conditions prévues par le Marché, étant entendu que le Mandataire de gestion ne dispose pas, par le présent Mandat, d’un mandat de justice de l’Aménageur et qu’il ne saurait donc attraire le client indélicat devant le juge compétent à raison d’un non-paiement à l’échéance d’une facture liée à la charge.
* Reverser à l’Aménageur les recettes collectées.
* [*autres tâches éventuelles à réaliser par le Mandataire de gestion pour la perception des recettes*].

Dans tous les documents qu’il établira au titre de cette mission, le Mandataire de gestion fera figurer la dénomination de l’Aménageur et l’indication qu'il agit sur mandat de ce dernier, par la mention « Au nom et pour le compte de [nom de l’Aménageur] ».

1. Rémunération du Mandataire de gestion

Le Mandataire de gestion reverse la totalité des recettes versées par les clients à l’Aménageur, nettes des éventuels frais bancaires ou frais équivalents.

Les prestations réalisées dans le cadre du mandat prévu au présent article donnent lieu à la rémunération prévue à l’article [XX du CCAP] du Marché.

1. Durée du mandat

Le mandat est donné pour toute la durée du Marché*.* Il prend effet dans les mêmes conditions que le Marché.

1. Fin du mandat

A la fin du Marché, pour quelque cause que ce soit, le présent mandat prend fin. La résiliation anticipée du Marché entraine la caducité du mandat.

Le non-respect des dispositions du présent mandat pourra donner lieu à la résiliation du Marché dans les conditions prévues à l’article [article] du Marché.

1. Obligations du Mandataire de gestion
	1. **Reversement des recettes perçues**
		1. Seuils de reversement

Le Mandataire de gestion procède au reversement des recettes perçues auprès de l’Aménageur :

* Tous les [périodicité à déterminer].
* Ou dès que le montant des recettes collectées atteint la somme de [somme] Euros.
	+ 1. Remboursement des recettes encaissées à tort

Le Mandataire de gestion rembourse aux clients les éventuelles recettes encaissées à tort.

Ce remboursement comprend :

* Le reversement des excédents de versement ;
* La restitution des sommes indûment perçues ;
* Les éventuels gestes commerciaux décidés par l’Aménageur et mis en œuvre à sa demande par le Mandataire de gestion.

Pour permettre le remboursement des recettes encaissées à tort, le Mandataire de gestion est autorisé à conserver pendant toute la durée du marché un fonds de caisse permanent. Le plafond de ce fonds de caisse permanent est fixé à [somme] Euros.

* 1. **Obligations à la charge du Mandataire de gestion**
		1. Obligation de contrôles

Pour l’encaissement des recettes des clients, le Mandataire de gestion a l’obligation d’exercer les contrôles suivants :

* Un contrôle de la régularité de l'autorisation de percevoir les recettes.
* Dans la limite des éléments dont il dispose, un contrôle de la mise en recouvrement des créances et de la régularité des réductions et des annulations des ordres de recouvrer.

Pour le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort, le Mandataire de gestion exerce les contrôles suivants :

* Un contrôle de la validité de la dette.
* Un contrôle du caractère libératoire du paiement.
	+ 1. Obligations comptables
			1. **Etablissement d’une comptabilité séparée**

Le Mandataire de gestion tient une comptabilité séparée qui retrace l’intégralité des mouvements de caisse opérés pour la perception des recettes visées au présent mandat ainsi que le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort.

* + - 1. **Reddition des comptes**

Le Mandataire de gestion opère la reddition de ses comptes au moins une fois par [période].

Pour permettre au comptable public de l’Aménageur de produire son compte de gestion ou son compte financier dans les délais qui lui sont impartis, la date limite de reddition des comptes est fixée à [date]*.*

En tout état de cause, le Mandataire de gestion produit des comptes qui retracent la totalité des opérations décrites par nature, sans contradiction entre elles. Selon les besoins propres à chaque opération, ces comptes comportent en outre :

* La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;
* Les états de développement des soldes certifiés, par le Mandataire de gestion, conformes à la balance générale des comptes ;
* La situation de trésorerie de la période ;
* L'état des créances demeurées impayées établies par débiteur et par nature de produit ;
* Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes.

Pour le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort, le Mandataire de gestion remet les pièces justificatives suivantes :

* Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
* Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
* Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Ne sont remises à l'occasion de la reddition des comptes que les pièces qui n'ont pas été précédemment produites au titre du reversement des sommes encaissées.

La reddition des comptes est soumise à l'approbation de l'ordonnateur de l’Aménageur.

1. Contrôles comptables du Mandataire de gestion

Le Mandataire de gestion est soumis aux contrôles du comptable public et de l'ordonnateur de l’Aménageur. Ces contrôles s’étendent aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire de gestion pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Il est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire ou l'ordonnateur de l’Aménageur.

1. Responsabilité

Les responsabilités respectives de l’Aménageur et du Mandataire de gestion sont précisées à l’article [article du Marché éventuel]*.* En cas de non-respect des obligations prévues au présent mandat, l’Aménageur pourra engager la responsabilité de l’Opérateur.

L’assurance souscrite par le Mandataire de gestion en vertu de l’article XX du CCAP du Marché devra notamment couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du présent mandat.

Fait à [lieu], le [date]

[Pour l’Aménageur] [Pour le Mandataire de gestion]

[*cas de sous-traitance par le Mandataire de gestion : en présence du* [TITULAIRE].
*En cas de sous-traitance, il semble envisageable de recourir à une forme tripartite. Le mandat pourrait figurer sous forme d’annexe au CCAP et être signé dans le cadre de la mise au point du marché, avec le titulaire ou le sous-traitant en fonction du schéma proposé par le candidat retenu.*